



Le 24 juin :

Tous dans l'action

Pour gagner sur le dossier des retraites.

Les organisations syndicales Cfdt, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant le 27 mai.

Sur notre département, le 27 Mai 2010 plus d'une centaine d'entreprises du privé et tous les établissements publics avaient appelé à la grève et nous avons eu 14.300 manifestants sur le département.

Les organisations syndicales rappellent que :

- **la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste**, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;
- **la reconnaissance de la pénibilité est incontournable** et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- **la question des nouvelles ressources reste pleine et entière** ;
- **La situation de l'emploi se dégrade nécessitant une autre politique de l'emploi**, notamment pour les jeunes et les seniors.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s.

Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau.

C'est inacceptable !

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite.

Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué !

Mais ce gouvernement lors des derniers mois a déjà lâché du lest sur quelques dossiers :

- La réforme du juge d'instruction est renvoyée à plus tard ;
- Les niches fiscales, l'objet culte du gouvernement Sarkozy, commencent à subir quelques égratignures;
- La taxe carbone, qui devait révolutionner le Monde, est mise au placard ;
- Etc, Etc,

Aussi nous sommes en capacité de nous faire entendre et de gagner.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires du département appellent tous leurs militants à unir leur force pour appeler en commun dans toutes les entreprises et établissements à la grève le 24 Juin 2010.

Le 24 juin, encore plus d'entreprises en grève et surtout plus de monde dans les manifestations.

Les Organisations syndicales **CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires, UNSA** appellent les salariés, les personnes privées d'emploi (chômeurs, fin de droits, précaires), les retraités et tous ceux qui veulent garder des conditions décentes de départ à la retraite à se mobiliser, à faire grève et à manifester le :

Jeudi 24 Juin 2010 à 10h 30

A Pau, Place de Verdun

A Bayonne, Place Ste Ursule

Tous ensemble, nous **créerons le rapport de force suffisant pour gagner** sur les dossiers tels que l'emploi, le pouvoir d'achat et la retraite.

**Comment faire grève dans une entreprise
ou un établissement public où il n'y a pas de syndicat ?**

Pour tous les salariés le droit de grève est un droit constitutionnel, qui suspend durant la durée de la grève votre contrat de travail.

Dans le privé, il n'y a pas de préavis de grève à donner. Ce tract d'appel que vous avez entre les mains vous permet de participer à cette journée d'action. *Vous décidez individuellement ou collectivement dans votre entreprise de la durée de la grève et vous en informez votre employeur en lui remettant le tract.*

Dans les entreprises de Transport de Public, la nouvelle loi donne obligation aux représentants syndicaux ou salariés de déposer une alerte sociale, 14 jours avant le jour de grève.

Dans le public, toutes les fédérations syndicales ont fait le nécessaire en déposant un préavis. Vous pouvez ainsi utiliser votre droit de grève pour lutter et faire entendre vos revendications.